

Papouasie occidentale

Victor Mambor



La Papouasie occidentale couvre la partie occidentale de l'île de Nouvelle-Guinée et comprend les deux provinces indonésiennes de Papouasie (*Papua Barat*) à l'ouest et de Papouasie occidentale (*Papua*) à l'est. Elle compte 4,378 millions d'habitants répartis sur deux provinces, dont 3,5 millions dans la province de Papouasie et 878 000 dans la province de Papouasie occidentale.

Plus de 50 % de la population dans les deux provinces sont des migrants venus d'autres régions d'Indonésie par le biais du programme de transmigration parrainé par le gouvernement entre les années 1970 et le début des années 2000.

La Papouasie occidentale a les cultures et les langues les plus diverses d'Indonésie. Alors que le bahasa indonésien est la langue officielle parlée actuellement, il existe aujourd'hui plus de 250 langues tribales parlées par les Papous autochtones. La Papouasie occidentale est divisée en sept territoires coutumiers distincts : Mamberamo Tabi (Mamta), Saireri, Domberai et Bomberai, Mee Pago, La Pago et Ha Anim.

Depuis que l'Indonésie a pris le contrôle de la région aux Pays-Bas en 1969, les Papous occidentaux ont continué à rechercher l'indépendance de l'Indonésie. En 2001, le gouvernement indonésien a promulgué une loi d'autonomie spéciale pour la Papouasie anciennement appelée Irian Jaya, après quoi le gouvernement a divisé de force la partie de l'île contrôlée par l'Indonésie en 2 provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale.

Évènements en 2020

COVID-19 en Papouasie

Le 26 mars 2020, les autorités provinciales de Papouasie ont officiellement fermé l'accès à la province au trafic de passagers par voie aérienne et maritime afin d'empêcher la propagation du coronavirus dans la province de Papouasie.¹ Les passages frontaliers terrestres vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été fermés au trafic de passagers. En plus de l'accès à la province, certaines restrictions sur les rassemblements

sociaux ont également été introduites. Les restrictions ont été initialement introduites pour une période de deux semaines, mais ont été prolongées par la suite. Alors que le trafic de passagers a été suspendu, le transport de marchandises s'est poursuivi. L'accès à la province de Papouasie a finalement été rouvert le 8 juin, bien que certaines restrictions concernant le COV-ID-19 soient restées en place jusqu'à la fin de l'année.

La province de Papouasie occidentale a également fermé l'accès à son territoire, bien que les restrictions de circulation y soient un peu moins strictes.

Alors que le nombre de cas de COVID-19 enregistrés parmi les peuples autochtones des provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale en 2020 n'était pas très élevé, le taux de mortalité parmi ces cas était parmi les plus élevés d'Indonésie².

La situation a été exacerbée par l'insuffisance des infrastructures de santé dans les deux provinces, où les peuples autochtones vivent souvent loin des établissements de santé. En raison de la disponibilité limitée des lits d'hôpitaux, certains patients atteints de COVID-19 ont été hospitalisés dans des hôtels, où le traitement était inadéquat.

L'impact économique du COVID-19 a été particulièrement fort dans les zones urbaines. En raison de la lenteur de la réaction du gouvernement, certaines entreprises communautaires ont dû fermer³.

La situation déjà précaire des peuples autochtones déplacés de la régence de Nduga vers d'autres régions de la province de Papouasie à la suite de l'opération de contre-insurrection de l'armée indonésienne en 2018-2019⁴ a été exacerbée par les restrictions liées à la pandémie⁵. L'accès à l'éducation des enfants déplacés est également un sujet de préoccupation.

De plus, les restrictions de mouvement introduites en mars ont empêché les gens de s'acquitter de leurs tâches quotidiennes, voire de travailler, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins quotidiens, aggravant ainsi davantage leur situation économique. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays (*Internally Displaced People* - PDI) souffrent également de l'hostilité des résidents locaux et sont parfois incapables d'aller chercher de l'eau et du bois de chauffage.⁶

Décision de panne d'Internet et désinformation en ligne

Le 3 juin, un panel de juges du tribunal administratif de l'État de Jakarta a statué dans l'affaire de la résiliation de l'accès à Internet en Papouasie et en Papouasie occidentale survenue lors des manifestations antiracistes de 2019. Le tribunal a jugé que l'action du ministère de la Communication et de l'Information et le président de la République d'Indonésie pour ralentir et couper l'accès à Internet dans les provinces de Papouasie et de Papouasie occidentale en août et septembre 2019 était un acte illégal⁷.

La panne d'Internet survenue en 2019 a empêché l'accès aux informations sur les manifestations d'atteindre le reste du pays.

Pendant ce temps, une enquête conjointe de la BBC et de l'*Australian Strategic Policy Institute* publiée en 2020 a révélé une campagne de désinformation bien financée et coordonnée sur Internet visant apparemment le mouvement *Free Papua*.⁸ La campagne, qui a impliqué des centaines de comptes de médias sociaux sur Twitter et Facebook, ainsi que des dizaines de sites Web dont le contenu est en indonésien, anglais, allemand et néerlandais, diffusent des informations déroutantes et carrément fausses. Il semble que le but de la campagne de désinformation soit d'influencer l'opinion internationale

sur la situation en Papouasie et les militants impliqués dans la lutte pour l'autodétermination.

Dans une situation où la région est bouclée pour les journalistes internationaux, alors que les médias locaux indépendants sont limités, une telle campagne de désinformation a un énorme potentiel pour influencer la perception de la communauté internationale de la situation en Papouasie⁹.

Violence contre les civils à Intan Jaya

Le 19 septembre, le pasteur et chef de la communauté autochtone Yeremia Zanambani a été abattu par l'armée nationale indonésienne (*Indonesian National Army -TNI*) lors d'une opération de contre-insurrection dans les environs d'Hitadipa, Intan Jaya, Papouasie. L'accident a provoqué un tollé public et a demandé au président indonésien, Joko Widodo, d'enquêter sur le meurtre.¹⁰

Une enquête indépendante¹¹ menée par l'équipe humanitaire de la province de Papouasie a révélé que le meurtre du pasteur Zanambani était lié à la disparition au début de la même année de deux civils à la suite de raids menés par TNI à Hitadipa.

Le 21 avril 2020, un groupe de soldats du TNI à Sugapa, régence Intan Jaya a mené un raid sur la communauté sous prétexte de s'assurer du respect des protocoles de santé COVID-19. Le groupe de travail *Intan Jaya Covid* a déclaré plus tard que l'opération ne faisait pas partie de la gestion de la pandémie de COVID-19 à Intan Jaya.

Au cours du raid, le TNI a arrêté trois civils. L'un a été bientôt libéré; cependant, les deux autres, frères Apinus Zanambani (22 ans) et Luther Zanambani (23 ans), ont été emmenés au quartier général du commandement militaire du sous district de Sugapa et n'ont pas été revus depuis. Lorsque, après un certain temps sans nouvelles des Apinus et Luther, leur famille a commencé à faire pression sur l'armée pour obtenir des réponses, TNI a nié savoir où se trouvaient les jeunes hommes. Les familles des hommes disparus ont demandé au pasteur Jeremiah Zanambani, qui était du même clan qu'eux, d'intervenir.

En décembre 2020, TNI a annoncé qu'elle enquêtait sur neuf membres de l'armée pour leur implication présumée dans la disparition des deux hommes.

Le pasteur Zanambani est la 14^{ème} victime d'une série d'événements violents à Hitadipa depuis 2019 lorsque, en réponse au meurtre de trois civils par l'Armée de libération nationale de Papouasie occidentale (TPNPB), TNI a établi sa base de terrain à Hitadipa. Huit autres civils ont été blessés depuis.

La violence généralisée à laquelle les civils ont été soumis montre que l'armée indonésienne ne contrôlait pas totalement les excès de ses membres lors des opérations de contre-insurrection à Intan Jaya. En outre, les poursuites contre le personnel militaire impliqué dans la violence ont été lentes et insuffisantes.

La violence à Hitadipa a entraîné des déplacements massifs de civils vers d'autres districts de la régence d'Intan Jaya. Les habitants d'Hitadipa appellent au départ de TNI de la région afin qu'ils puissent rentrer chez eux.¹²

Annulation de la *Papuan People's Assembly Hearing Meeting*

En novembre, les autorités indonésiennes ont interrompu une série d'auditions sur la satisfaction des Papous à l'égard du statut spécial de la région accordé par le gouvernement indonésien il y a une vingtaine d'années. Les auditions ont été organisées par l'Assemblée du peuple papou (*Papuan People's Assembly - MRP*), un organe gouvernemental spécial institué par la loi sur le statut spécial d'autonomie.

A Merauke, dans le sud de la Papouasie, l'équipe du MRP chargée des audiences a été arrêtée par la police et escortée menottée à un poste de police où elle a été accusée d'être impliquée dans l'organisation de débats indépendantistes et interrogée. Après interrogatoire, toutes les personnes arrêtées ont été relâchées.

À Wamena, les participants aux auditions ont été confrontés à l'aéroport par la milice progouvernementale *Barisan Merah Putih*.¹³

Ceux qui ont réussi à se rendre sur le site de la capitale de la Papouasie, Jayapura, ont été refoulés par la police, invoquant les restrictions du COVID-19, bien que le nombre de personnes présentes soit inférieur au maximum autorisé par les autorités.¹⁴

Procès de sept prisonniers à Kalimantan

Le 17 juin, un panel de juges du tribunal du district de Balikpapan, dans le Kalimantan oriental, a déclaré sept prisonniers politiques papous coupables de trahison pour leur participation à des manifestations antiracistes à Jayapura en 2019.

Parmi les sept militants figuraient:

- Vice-président de l'organe législatif du Mouvement unifié de libération de la Papouasie occidentale (UL-MWP)
- Buchtar Tabuni, président du Comité national pour la Papouasie occidentale (KNPB)
- Agus Kossay, et président de l'association étudiante de l'Université Jayapura des sciences et technologies (USTJ) Alexander Gobay.

L'accusation demandait des peines sévères allant jusqu'à 15 ans de prison mais, en fin de compte, le tribunal a prononcé des peines allant de 10 à 11 mois. Les militants condamnés doivent également payer des frais de justice de 5000 IDR.

Notes and références

1. Pemerintah Provinsi Papua. "Provinsi Papua Resmi Tutup Bandara Dan Pelabuhan Cegah Penyebaran Covid-19." 2020. <https://www.papua.go.id/view-detail-berita-7181/provinsi-papua-resmi-tutup-bandara-dan-pelabuhan-cegah-penyebaran-covid-19.html>
2. CNN Indonesia. "Kasus Covid-19 Pecah Rekor 8.369, Tertinggi di Papua." 3 December 2020. <https://www.cnnindonesia.com/nasional/20201203163550-20-577655/kasus-covid-19-pecah-rekor-8369-tertinggi-di-papua>
3. Ramah. "Dampak pandemi Covid-19, sebanyak 1.832 pekerja di Kota Jayapura dirumahkan." Jubi, 6 October 2020. <https://jubi.co.id/papua-1-832-pekerja-di-kota-jayapura-dirumahkan/>
4. See Kulesza, Patrick. "West Papua." *The Indigenous World 2019*, edited by Dwayne Mamo, 328-335. IWGIA, 2019. https://www.iwgia.org/images/documents/indigenous-world/IndigenousWorld2019_UK.pdf; Mambor, Victor, and Jakob Siringoringo. "Indonesia." *The Indigenous World 2020*, edited by Dwayne Mamo, 250-266. IWGIA, 2020. https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf
5. Pademme, Arjuna. "Derita pengungsi Nduga tak ada habisnya, Raga: Ambil air dan kayu bakar saja dilarang." Jubi, 3 December 2020. <https://jubi.co.id/derita-pengungsi-nduga-tak-ada-habisnya-raga-ambil-air-dan-kayu-bakar-saja-dilarang/>
6. Ibid.
7. Kompas. "Kasus Blokir Internet di Papua, Jokowi Divonis Bersalah hingga

- Batal Ajukan Banding.” 21 June 2020. <https://nasional.kompas.com/read/2020/06/21/08493401/kasus-blokir-internet-di-papua-jokowi-divonis-bersalah-hingga-batal-ajukan?page=all>
- 8.Strick, Benjamin, and Famega Syavira. “Papua: Cara kerja jaringan bot penyebar hoaks soal Papua dengan biaya miliaran rupiah.” BBC, 9 October 2019. <https://www.bbc.com/indonesia/indonesia-49969337>
9. Strick, Benjamin. “Investigating Information Operations in West Papua: A Digital Forensic Case Study of Cross-Platform Network Analysis.” Belling Cat, 11 October 2019. <https://www.bellingcat.com/news/rest-of-world/2019/10/11/investigating-information-operations-in-west-papua-a-digital-forensic-case-study-of-cross-platform-network-analysis/>
10. For more on demonstrations see Mambor, Victor, and Jakob Siringoringo. “Indonesia.” *The Indigenous World 2020*, edited by Dwayne Mamo, 250- 266. IWGIA, 2020. https://iwgia.org/images/yearbook/2020/IWGIA_The_Indigenous_World_2020.pdf
11. Amnesty. “Seven Papuan PoCs Sentenced To Jail For Joining Peaceful Anti- Racism Protest.” 17 June 2020. <https://www.amnesty.id/seven-papuan-pocs-sentenced-to-jail-for-joining-peaceful-anti-racism-protest/>
12. Aranditio, Stephanus, and Dwi Bowo Raharjo. “Persatuan Gereja Desak Jokowi Usut Tuntas Penembakan Pendeta Yeremia.” *Suara*, 21 September 2020. <https://www.suara.com/news/2020/09/21/151130/persatuan-gereja-desak-jokowi-usut-tuntas-penembakan-pendeta-yeremia>
- 13.Jubi. “Papua Humanitarian report of Intan Jaya.” 19 September 2020. <https://jubi.co.id/laporan-tim-kemanusiaan-intan-jaya-duka-dari-hitadipa/>
- 14.West Papua Daily. “Intan Jaya conflict (2): Civilians become victims of TNI- TPNPB war.” 29 January 2021. <https://en.jubi.co.id/intan-jaya-conflict-2-civilians-victims-of-tni-tpnpb/>
15. Lantipo, Yuliana. “Diadang sekelompok orang, tim RDP Otsus Papua tertahan di Bandara Wamena.” *Jubi*, 15 November 2020. <https://jubi.co.id/diadang-sekelompok-orang-tim-rdp-otsus-papua-tertahan-di-bandara-wamena/>
- 16.Adisubrata, Islami. “DAP: Tolak kedatangan MRP, negara cederai wajah sendiri.” *Jubi*, 16 November 2020. <https://jubi.co.id/papua-tolak-mrp-negara-cederai-wajah-sendiri/>

Victor Mambor est un journaliste senior de Papouasie et fondateur du principal média en ligne de Papouasie, jubi.co.id. En tant que journaliste, son travail couvre plus de 20 pays, principalement dans la région du Pacifique. Ses articles sur la Papouasie peuvent être trouvés dans le *Jakarta Post*, *Benarnews.org*, *The Internationalist*, *The Guardian*, *Radio New Zealand*, *ABC* et *Al-Jazeera*. En collaboration avec plusieurs journalistes de la région mélanésienne, il a formé le *Melanesian Media Freedom Forum* en 2019. En tant que journaliste, son travail a remporté le prix du meilleur rapport d'enquête 2020 de l'Union des éditeurs de presse indonésienne pour son rapport sur les émeutes à Wamena, en Papouasie. Il a également reçu le prix *Press Freedom Fighter* de la Fédération internationale des journalistes en 2015 avec Gao Yu (journaliste chinois), Andrea Nicodemo Idris (journaliste érythréen).

Source : IWGIA *The Indigenous World 2021*
Traduction par le GITPA